

LE SABRE, LE DERRICK ET LA ROSE

La conviction du Premier ministre et d'une partie de son équipe est, on ne peut en douter, hostile à la prolongation, en Afrique, d'un néocolonialisme caricatural - et condamné, dans tous les sens du terme. De là à trancher le nœud gordien, la cédille de la Françafrique, pour re-distinguer les deux parties, il y a plus qu'une bataille de convictions. Il y a le rapport de forces, en France, de trois logiques : politique, militaire et pétrolière.

En juin 1997 s'ouvrait un régime inédit de cohabitation, à horizon quinquennal. On pouvait penser que le sort de la politique africaine en cette période dépendrait de l'issue d'un double défi opposé à l'éthique jospinienne : celui de la majorité françafricaine des caciques du Parti socialiste, et celui de Jacques Chirac, Grand-maître françafricain arc-bouté sur son domaine réservé élyséen.

On s'aperçoit à présent que la question pourrait bien avoir été tranchée avant même d'avoir été posée, par la force tranquille et conjuguée de deux pseudo-évidences : la présence militaire française en Afrique et la nécessité pour la France d'y entretenir des protectorats pétroliers.

Ces pseudo-évidences n'aveuglent que la classe politique française. La puissance allemande, par exemple, s'en exonère aisément. Chez les Français qui restent attachés à l'influence de leur pays, les esprits lucides conviennent qu'en Afrique, l'instrumentalisation militaire et pétrolière de cette influence comporte trop d'aspects contre-productifs pour ne pas devoir être radicalement repensée.

Mais voilà. Dans la Vème République, la configuration réelle des pouvoirs réserve une place tout à fait privilégiée à Elf et à l'armée. Installés au cœur du régime, ils détiennent le monopole de l'information légitime des gouvernants à propos du continent africain - entre autres. Interfère certes l'information sulfureuse des réseaux, mais leur impact réduit sur l'équipe Jospin n'en rend que plus hégémonique la logique militaro-pétrolière.

Dès juin-juillet, celle-ci a fait tranquillement avaliser par le gouvernement Jospin ses options stratégiques au Gabon, au Tchad, au Niger, au Cameroun, etc. Des options non repensées, car le monopole n'incite pas à penser.

Ainsi, la sismicité politique qui affecte le continent africain n'aura pas accouché d'une nouvelle pensée politique de la relation de la France avec ce continent. Elf continue de mettre son pétrole en équation avec les Bongo, Biya, Déby, Abacha, etc. ; l'armée française croit qu'elle ne pourrait plus recruter sans l'« attrait » des périodes « outre-mer ». Elf et l'armée inoculent leurs raisonnements aux ministres, qui ne peuvent qu'échouer piteusement à habiller en un discours politique crédible d'aussi pauvres arguments.

Pensée ou non, la relation franco-africaine changera. Nous préférierions qu'elle soit pensée, et pas seulement contrainte par les événements. Même si le pouvoir est un puissant inhibiteur intellectuel, il n'est pas impossible que la gauche poursuive ses réflexions sur les impasses de l'actuelle politique franco-africaine, et surtout sur la sclérose anti-démocratique des institutions - qui réduit si dangereusement l'inspiration du pouvoir.

En attendant, il n'est pas interdit de suggérer aux militaires et pétroliers - détenteurs par défaut de la réflexion stratégique - que leur propre intérêt n'est pas de construire d'illusoire lignes Maginot contre le processus irréversible de l'affirmation africaine.

SALVES

Les deux Congo

Après une courte trêve, la guerre civile a repris de plus belle au Congo-Brazzaville entre l'ancien et l'actuel Présidents. Denis Sassou Nguesso affichant des alliés françafricains, Pascal Lissouba se voit ouvrir de nouvelles portes.

Nous avons signalé que Sassou Nguesso bénéficiait de l'appui de la PME embarbouzée *Geolink*, célèbre pour sa fourniture de mercenaires, d'avions et d'hélicoptères au camp mobutiste. Et nous avons mentionné plusieurs des appuis de Nguesso dans les « réseaux » parisiens - jusqu'à l'Élysée (*Billets* n° 49).

Le *Canard enchaîné* a décrit depuis (13/08/1997) une curieuse livraison de 25 tonnes de fret aérien, partie du Bourget (France) sous label « présidence du Gabon » et transférée aux partisans de Sassou Nguesso via Franceville (Gabon). Le départ du Bourget a eu lieu le 3 juin, deux jours avant le déclenchement de la guerre civile. Rappelons que le président gabonais Bongo est le gendre de Sassou Nguesso. Les révélations du *Canard* minent quelque peu sa position de médiateur...

Mais Sassou Nguesso a sans doute eu le tort d'explorer trop loin le filon françafricain : il s'est ouvertement allié aux forces du *Hutu power* (ex-FAR) et à la Division spéciale présidentielle (DSP) de Mobutu, repliées au Congo-Brazza. Ce qui lui a permis de renforcer ses positions dans le nord du pays.

Du coup, Pascal Lissouba, qui avait tout pour déplaire au « nouveau Congo » de Kabila (pour avoir soutenu Mobutu au-delà du raisonnable), s'en retrouve l'allié, ainsi que de l'ensemble des pays qui ont porté Kabila au pouvoir - avec la bénédiction des États-Unis. Mme Lissouba est allée au Rwanda...

Kabila s'est proposé en médiateur du conflit de l'autre Congo. On voit qu'il n'est pas impartial. Mais son intervention souligne la partialité de l'autre médiateur, Omar Bongo, qui a les faveurs de Paris. Du coup, l'affaire ne pourra pas se régler en famille (francophone), comme en Centrafrique, avec une médiation et une force d'interposition sous tutelle française. Michel Rocard en est tout marri (*Le Monde*, 14/08/1997). Mais ce qu'il désigne comme un échec de l'Europe et de l'ONU n'est qu'une nouvelle conséquence du discrédit de la France en Afrique.

C'est « l'ami » Sassou Nguesso qui a le plus à y perdre. On aurait pu lui dire, à Paris, que le label Françafrique n'autorise plus à choisir n'importe quels alliés.

Où va Kinshasa ?

Quelque part... On lira plus loin (*À fleur de presse*) un développement plus convaincant de cette vérité première. En tout cas, le nouveau régime, reçoit de nombreux soutiens - dont celui de la Belgique et de l'Union européenne.

La greffe Kabila n'est pas sûre de prendre. Et le vainqueur de Mobutu n'a prise que sur une partie des composantes d'une situation très mouvante. Mais ceux qui ne voient en lui qu'un pantin, jusqu'à le surnommer « Débila », ne sont pas les premiers à le sous-estimer.

« *S'il n'a pas encore réussi à couper le cordon ombilical qui le lie à ceux qui l'ont aidé à chasser Mobutu du pouvoir, il demeure l'homme par qui tout doit passer. À preuve, c'est lui qui fait les nominations, et plusieurs montrent de sa part une certaine indépendance. C'est à lui que s'adressent les nombreux visiteurs étrangers en RDC [République démocratique du Congo] et à lui qu'ils accordent leur appui* » (Info-Congo/Kinshasa¹, 11/08/1997). Son indéniable sens politique pourrait finir par l'amener au coup gagnant : un *modus vivendi* avec Étienne Tshisekedi et les promoteurs de la « transition démocratique ».

Du coup, même Paris « rêve de placer enfin quelques billes dans le nouveau Congo » (Le Canard enchaîné, 13/08/1997). Est-ce bien raisonnable qu'au même moment - selon l'hebdomadaire sud-africain *Sunday Independent* - une société française achète 90 tonnes de cobalt volées à l'ex-Zaïre par un duo mobutiste de choc, les généraux Baramoto et Nzimbi (commandant de la DSP), qui se prépare à faire la guerre au « nouveau Congo » ? À cet usage, il disposerait déjà de 80 millions de dollars.

1. Bulletin des missionnaires canadiens.

Oh Mali

Nous avons cru (*Billets* n° 46) que la sagesse l'emporterait dans le conflit autour des élections maliennes. Il dégénère, au contraire.

Le président Alpha Oumar Konaré (AOK), l'un des rares chefs d'État d'Afrique francophone désignés par un scrutin incontestable (1992), bénéficiait d'une aura démocratique qui aurait dû lui permettre d'affronter sereinement son opposition aux scrutins de 1997. Au lieu de quoi (par peur d'être désavoué dans les urnes ?), il n'a cessé de jouer au poker avec les listes et le calendrier électoraux, comme un vulgaire despote françafricain. Il a acculé l'opposition au boycott des élections présidentielle et législative, enchaînant du coup les succès, mais ruinant sa légitimité.

Depuis le printemps, la lutte politique est passée des urnes à la rue, où elle dérape. Les manifestations commencent à faire des morts, le pouvoir s'en prend à la presse et aux radios libres. Le parti d'AOK crée une milice... et le Mali est au bord du gouffre.

Le sort de ce pays est désormais suspendu à des questions simples : AOK est-il toujours un démocrate convaincu ? si oui, est-il prêt à accepter un arbitrage dans l'établissement de conditions électorales impartiales ? On aurait alors une réponse simple : AOK a la confiance du peuple malien, ou il est désavoué. Dans le premier cas, l'opposition ne serait plus fondée à contester sa légitimité.

Mais ce qui est plus probable, c'est qu'AOK et ses amis ont pris goût au pouvoir, et qu'ils n'aiment le sacre électoral que s'ils sont sûrs de l'emporter. C'est humain. Parmi les opposants, certains ont sans doute des goûts analogues. Et l'économie malienne n'offre guère d'autres voies de promotion.

Alors ? La sagesse malienne résoudra-t-elle la quadrature du cercle ? Persistera-t-elle dans la dure soumission au vote des citoyens ? Ou trouvera-t-elle un compromis permettant à un éventail assez large de la classe politique de « manger » (non pas dévorer) ; puis rassasiée (mais non obèse), de s'attaquer au vrai problème du pays : démultiplier les revenus d'activités non alimentés par les caisses d'un État exsangue.

Pompe A'frique

Avec *Agir ici* et les *Amis de la terre*, *Survie* participe à une campagne internationale, « *Pompe A'frique* », qui a le don de fort déplaire au président Déby. Cette campagne s'oppose à l'octroi, par l'AID (une filiale de la Banque mondiale spécialisée dans l'aide aux pays les plus pauvres) d'un prêt ultra-bonifié d'1,2 milliard de FF pour la construction d'un pipeline d'évacuation du pétrole tchadien via le Cameroun.

Nous ne sommes pas opposés à l'exploitation de ce pétrole au profit des habitants du Tchad. Mais nous rappelons que la Banque mondiale (et *a fortiori* l'AID) gèrent de l'argent public, multilatéral, voué selon son président James Wolfensohn à la lutte contre la pauvreté. Cet argent est rare. Pour extraire du pétrole, on trouve par contre tout l'argent désirable sur les marchés financiers. Avec 1,2 milliard de FF, on peut réduire de manière extraordinaire les principaux facteurs de pauvreté réelle des 7 millions de Tchadiens.

Investir la même somme dans la rente pétrolière des États tchadien et camerounais, c'est s'assurer non seulement d'un très faible taux de retour dans la lutte contre la pauvreté, mais surtout d'une recrudescence de la violence politique suscitée par la convoitise de cette rente.

La France le sait. Cela ne la gêne pas puisqu'elle veut faire du Tchad, en remplacement du Centrafrique, le « porte-avions » de sa présence militaire en Afrique centrale. Le régime Déby et son armée clanique lui conviennent donc parfaitement, fussent-ils martyriser durant des décennies le Sud pétrolier. Ils conviennent aussi à Elf qui, de notoriété publique, a financé les campagnes des deux finalistes de l'élection présidentielle truquée de l'été 1996, Idriss Déby et Abdelkader Kamougué. En récompense de sa docilité, ce dernier a été élu Président de l'Assemblée nationale, élu par la majorité pro-Déby...

La Banque mondiale aussi sait tout cela (elle a d'ailleurs dans ses coffres des dossiers très documentés sur les trafics françafricains). L'argumentaire très fouillé - économique, social et écologique - de la campagne *Pompe A'frique* complique le dossier, qui est retardé d'un an. La Banque y tient cependant, probablement pour les raisons suivantes : elle ne sait pas encore élaborer et soutenir des stratégies de lutte contre la pauvreté ; elle compte utiliser une partie des recettes du projet pour se rembourser de prêts antérieurs (environ 2 milliards de FF). En ce cas le projet serait surtout destiné à éloigner le spectre de la pauvreté... des fonctionnaires et actionnaires de la Banque.

Questions A'frique

Nous avons demandé au ministre Charles Josselin, représentant de la France actionnaire, ce que lui inspirait un tel « placement » de la générosité collective des Français (l'aide publique au développement). Le projet, nous a-t-il répondu, doit permettre au Tchad « *d'accroître très sensiblement ses ressources et de multiplier ses interventions en faveur du développement au bénéfice des populations [...]. Le Président Déby est d'ailleurs très sensible à cette approche équilibrée du développement futur de son pays* ». C'est beau comme un derrick !

Quant aux droits de l'homme « *dont vous savez que ce gouvernement sera un vigilant défenseur, ce pays a eu l'occasion de s'expliquer devant la 53^{ème} Commission des Droits de l'homme de l'ONU à Genève en avril 1997* ». Charles Josselin ne sait peut-être pas, lui, que le Quai d'Orsay déploie depuis des années des trésors de lobbying pour épargner au cher Déby toute enquête de ladite Commission. S'il veut que son gouvernement soit « *un vigilant défenseur des droits de l'homme* », il gagnerait à recevoir

quelques enquêteurs et témoins fiables.

Idriss Déby a octroyé à son pays un Parlement. Un Parlement, c'est fait pour parler, et en particulier de questions budgétaires. Téméraire, le député Yorongar s'est aventuré à poser quelques questions sur le devenir de l'argent du pétrole. Impertinent, il a relevé l'envoi en formation « pétrolière » d'une kyrielle de parents d'Idriss Déby - en France, aux USA, en Libye, en Algérie, en Iran, en Irak, à Dubaï - comme s'il s'agissait de contrôler familialement toute la filière. Il n'en fallait pas plus pour que le tandem Déby-Kamougué entreprenne de lui retirer la licence de parler - son immunité parlementaire. Avant d'être élu, Yorongar a été dix fois arrêté, plusieurs fois torturé et agressé...

Je t'assomme, tu t'assumes

L'appui déterminé au putschiste nigérien Ibrahim Baré Maïnassara (IBM) fut, selon Jacques Foccart, l'un des nombreux services qu'il rendit à l'Afrique : ce coup d'État (27/01/1996) « était nécessaire pour mettre fin à l'anarchie. [...] La population nigérienne ne s'y est pas trompée et elle a apporté son soutien au nouveau régime ¹ ». Problème : lorsqu'on a consulté cette population, à l'élection présidentielle des 7-8 juillet 1996, elle a voté à 80 % contre IBM. L'armée dut confisquer les urnes ².

Foccart a toujours été persuadé de mieux connaître l'intérêt et le sentiment profond des populations africaines que ces populations elles-mêmes. Le nouveau ministre de la Coopération Charles Josselin semble aspiré par la même logique. Dans le dernier *Billets*, nous citons l'un de ses propos, qui mériterait de figurer dans une anthologie : « les forces de l'opposition [nigérienne] ³ n'ont pas encore fait la preuve que, si elles revenaient au pouvoir, elles seraient capables de remettre le pays en marche ». Faut-il une preuve de son « immaturité » ? « L'opposition n'arrive pas à s'assumer comme opposition ⁴ ».

Évidemment, puisqu'elle est majoritaire... Mais, dans la logique françafricaine, les scrutins truqués du Cameroun, du Gabon, du Togo, du Tchad, du Niger, etc., édifient la démocratie : ils désignent une majorité légitime que les vaincus devraient loyalement respecter.

Qu'importe si, au Niger, cette « majorité » vote une loi bâillonnant la liberté de la presse (*Le Citoyen*, Niamey, 25/06/1997).

Comme chacun sait, la presse a une irrépressible tendance à l'irresponsabilité...

1. Foccart parle, Fayard, tome 2.

2. Cf. Tchad, Niger. Escroqueries à la démocratie, L'Harmattan (disponible à Survie, 49 F franco).

3. Soit, rappelons-le, 80 % de l'électorat.

4. Interview de C. Josselin à AITV-RFO, citée par *Le Républicain* (Niamey) du 31/07/1997.

Vigilance

Lisez *Tunisie, 10 ans de torture, 1987-1997*, publié par *Droits de l'homme sans frontières* (Bruxelles). Au milieu de l'été, le 6 août, ouvrez un journal : *Paris confirme son soutien au régime tunisien. Hubert Védrine à Tunis pour préparer la prochaine visite en France du président Ben Ali* (*Libération*, 06/08/1997).

Ainsi, Jacques Chirac n'est pas seul à vanter le « modèle démocratique tunisien ». Ce n'est pas seulement Philippe Seguin, ancien président de l'Assemblée et nouveau n° 1 du RPR, qui, né en Tunisie, y cultive un réseau d'amitiés haut placées. C'est le gouvernement Jospin qui, cohabitation oblige (?), s'en va « confirmer les orientations du président Chirac » : appui sans faille à un régime qui penche vers celui de feu Ceausescu, invitation du sécuocrate à Paris.

Trois jours avant la visite d'Hubert Védrine à Tunis, un détenu non inculqué a eu le mauvais goût de mourir d'une grève de la faim (*Le Canard enchaîné*, 06/08/1997). À part cela, « vous savez que ce gouvernement sera un vigilant défenseur [des droits de l'homme] » (C. Josselin).

La guerre du Rwanda

Une véritable guerre s'est déroulée cet été dans la région du Rwanda occidental, frontalière de l'ex-Zaïre, dont était originaire le général Habyarimana (préfectures de Ruhengeri et Gisenyi). Plusieurs milliers d'hommes armés (militaires de l'ancien régime et miliciens *Interahamwe*), revenus du Kivu après la chute de Mobutu, ont tenté d'y installer un maquis. Beaucoup de ces hommes sont natifs de la région, et y ont de la parenté.

Dans ce contexte, la guerre qui s'est engagée avec l'armée de Kigali (APR) a souvent débordé sur les populations civiles, otages du conflit ou, comme on dit pudiquement, « victimes collatérales » - entre 2 et 3 000.

Dans certains cas, comme le 10 août lors de tirs de mortier sur un marché (Mahoko), le débordement tourne au crime de guerre. 13 officiers de l'APR ont été arrêtés, et le ministre de la Défense Paul Kagame a condamné solennellement ces pratiques. Mais, sans retour à la paix civile, la situation reste propice aux extrémistes, dont certains pratiquent des assassinats ciblés.

Côté hutu, on a fait monter la tension en massacrant à la machette et au fusil, le 22 août, 120 réfugiés tutsis zaïrois du camp de Mudende.

Moï-butu ?

Nombreux sont les observateurs qui voient le vieux despote kenyan Daniel Arap Moï promis au sort de Mobutu. À un degré moindre, les vingt ans de pouvoir de Moï ont conduit son pays sur la voie d'une dégradation économique et politique qui n'est pas sans évoquer celle du Zaïre. Ce qui a valu à Moï des reproches anglo-saxons, et quelques faveurs françafricaines.

Des élections législatives sont prévues à la fin de l'année. Contre Moï se dresse une coalition politique, civique et religieuse qui aurait toute chance de le balayer si le scrutin était régulier. D'où l'idée - déjà expérimentée par d'anciens chefs d'État amis, Mobutu et Habyarimana - d'envoyer des commandos d'assassins allumer les passions ethniques.

C'est ce qui semble advenir en ce mois d'août, dans la région côtière : tracts racistes, milices armées de bâtons et de machettes, mutilations, meurtres et incendies, étrange passivité des forces de l'ordre (*L'Humanité*, 19/08/1997). Un scénario connu de mise à feu, auquel la communauté internationale (ou ce qu'il en reste) ferait bien d'être très attentive.

Franco

Deux modestes ONG françaises, *Memorial International* et *SOS Orphelins*, ont mobilisé leurs adhérents pour une aide concrète et peu contestable au Rwanda. La première, en partenariat avec le Barreau du Val d'Oise, a aidé à la constitution d'un Barreau à Kigali - où l'on sait le grand besoin d'avocats. Puis elle a collecté, pour ce nouveau barreau francophone, 200 kg de livres de Droit (depuis 1994, la documentation juridique a quasiment disparu de Kigali). Elle a aussi obtenu de la Croix-Rouge du Val d'Oise une

tonne de pansements pour blessures graves.

SOS Orphelins a rassemblé du matériel (machines à écrire), des manuels et des fournitures scolaires pour le démarrage d'un institut de formation administrative destiné aux orphelins du génocide.

Le transport par avion de tout ce fret était convenu avec la Cellule d'Urgence du Quai d'Orsay. Le 31 juillet, il a été annulé par le Directeur de la Cellule, Bernard Sexe, au fallacieux prétexte qu'il s'agirait de matériel mal trié ou usagé, et que « *le gouvernement français ne peut s'engager dans ce type d'action vis-à-vis du Rwanda* ». Ce qui ouvre à toutes les interprétations, y compris les plus stupides ou les plus mesquines.

La plus grande partie de ce matériel patiemment collecté est en effet à l'état neuf. Ce qui vient d'un stock plus ancien, ce sont les pansements : une qualité extra, destinée aux hôpitaux militaires des troupes d'élite (celles, notamment, qui firent l'opération Turquoise). L'armée les avait donnés à la Croix Rouge... française. Pas pour soigner des blessés rwandais !

Quant aux avocats rwandais, ils n'ont qu'à se mettre au Droit anglo-saxon.

C'est Toubon (suite)

Le secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin, n'y aura pas tenu longtemps les dossiers Afrique : bouc émissaire de la défaite chiraquienne aux législatives, il serait « promu » ambassadeur à Londres (*Journal du Dimanche*, 10/08/1997). Du coup, Jacques Toubon (cf. *Billets* n° 48) n'aura pas dû partager longtemps ces dossiers chauds. *Exit* de Villepin, *obit* Foccart : Toubon incarne désormais la mode tropicale de la maison Chirac.

Kara OK

Présidée par Jacques Chirac, puis par son successeur à la Mairie de Paris Jean Tiberi, l'Association internationale des maires francophones (AIMF) regroupait au départ les premiers magistrats du cercle étroit des grandes villes francophones (Paris, Bruxelles, Montréal, etc.). Devenu le support d'une instrumentalisation très chiraquienne de la francophonie, il s'ouvre désormais aux édiles de cités beaucoup moins importantes par leur population, mais beaucoup plus par leur charge symbolique : ainsi Kara, le fief tribal du dictateur togolais Eyadema (*Afrique-Express*, 24/07/1997).

Castel en Suisse

Version moderne du château en Espagne : l'empereur de la bière et des boissons gazeuses au sud du Sahara, Pierre Castel, « *vit à Genève et a domicilié son holding familial au Lichtenstein, fiscalement fort avantageux* » (*Les Échos*, 11/08/1997). Un signe du doute métropolitain qui saisit la Françafrique ? Si on ne peut plus jouir de ses rentes chez soi, hautement protégé des agents du fisc...

Une guerre (suite)

Dans *Billets* d'août (*Lire*), nous avons longuement présenté l'enquête de Dominique Lorentz, *Une guerre*, qui contient des révélations assourdissantes : après avoir livré à l'Irak le sésame nucléaire, la France a fourni à l'Iran les moyens de fabriquer la bombe atomique, en application du contrat *Eurodif*. Ce fut l'objet central d'un vaste chantage iranien, par prises d'otages et attentats, durant la décennie précédente. Jacques Chirac et François Mitterrand y ont cédé. Ceux qui s'y sont opposés tels Georges Besse et Michel Baroin, ont été éliminés. Le Gabon et son uranium ont été une pièce maîtresse de ce jeu meurtrier.

Ces révélations dérangent énormément. Beaucoup se sont essayés - en vain - à démolir l'argumentation du livre. Au contraire, de diverses sources, les confirmations arrivent. Alors, il faudra bien en venir à ce que tout cela signifie pour le fonctionnement de la V^{ème} République. En attendant, on observe avec ahurissement le processus (désespéré) d'étouffement. Il méritera sans doute un autre ouvrage, peut-être plus révélateur encore que la premier.

Cela a commencé par l'éditeur qui avait commandé le travail, puis l'a refusé au vu du manuscrit : « *C'est imparable, mais on ne peut pas casser la machine, ce livre est impubliable* » (*Les Inrockuptibles*, 23/07/1997). Suit une décision de boycott non concertée de la quasi totalité des médias - explicite au *Monde* et au *Canard enchaîné*, dont on se demande (naïvement) ce qui les gêne dans cette affaire. Parmi les premiers briseurs de glace : *Gala*, *Le Républicain lorrain* et... *France Info* (Mathieu Aron). Le livre figure parmi les meilleures ventes d'essais.

D'ingénus journalistes de TF1 préparent alors tout un sujet, montrant la différence entre ce que les médias ont ressassé pendant dix ans sur les événements en question, et ce qu'ils signifiaient réellement. Veto prévisible à la conférence de rédaction : « *On ne parle pas de l'Iran* ». Évidemment, le plus gros vecteur d'information français appartient à un groupe de BTP, Bouygues, qui y a d'énormes chantiers !

Eurodif : l'histoire de la diffusion de l'arme nucléaire... Et, au passage, l'une des clefs du rôle éminent d'Omar Bongo sur la scène politique française.

Bons points

* La France semble résolue à cesser son double jeu meurtrier en Angola : elle y armait à la fois le gouvernement et la rébellion, l'UNITA. Jonas Savimbi, le chef rebelle, menace : il y a « *des choses qui ne seraient pas bonnes à révéler* ». Mais la plupart l'ont déjà été par l'ex-PDG d'Elf soi-même, Loïk Le Floch-Prigent (*Billets* n° 42).

* La Chambre des communes issue de la victoire travailliste a consacré une journée entière à un débat sur la politique britannique de Coopération. La très pugnace Secrétaire d'État au Développement international, Clare Short, a mené un débat de haute tenue, sans concessions (sur l'« aide liée » à la promotion des exportations, par exemple). Le travail du PNUD (cf. *Billets* n° 48, *Lire*) servira de référence dans l'objectif de lutte contre la pauvreté. Les députés français en feront-ils autant ?

* La campagne *De l'éthique sur l'étiquette*, menée par *Agir ici* en lien avec le collectif *Libère tes fringues*, coordonné par *Artisans du monde*, a sérieusement secoué les grands distributeurs d'habillement (Carrefour, Auchan, Camaïeu, les grands magasins). Avec plus ou moins de bonne grâce, ils s'acheminent vers des codes de « bonne conduite » proscrivant l'achat de marchandises produites par le travail forcé ou celui des enfants, et admettant des procédures de contrôle. Même le respect du droit syndical commence à être évoqué. La perspective d'un « label social » n'était pas si opposée au sens du commerce...

(Achevé le 24/08/1997)

ILS ONT DIT

« La présence militaire française sert [...] à la stabilité du continent africain. Elle contribue à assurer, en plein accord avec nos partenaires, des espaces de sécurité indispensables au développement économique et social ». (**Alain RICHARD**, ministre de la Défense, interview à *Libération* du 04/08/1997).

[Si cette présence militaire avait contribué au progrès économique et social des pays « bénéficiaires », ça se saurait. Le problème, c'est que les « partenaires » « en plein accord » avec la France ont été souvent choisis par elle, et/ou se maintiennent au pouvoir grâce à son parapluie sécuritaire. La langue de bois n'est pas plus efficace politiquement que ne l'est, militairement, le sabre de bois. Alain Richard est bien placé pour le savoir].

« *[La Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui (Misab)]* est une première expérience très positive [...]. Elle a fait ses preuves en matière de contrôle de terrain. La Misab agit avec le soutien et l'appui de la France, mais c'est avant tout l'affaire des Africains eux-mêmes, qui montrent qu'ils sont parfaitement aptes à intervenir dans une situation difficile, voire grave. On voit souvent ce qui ne marche pas en Afrique, il faut saluer ici l'audace de la démarche et sa réussite. [...] Nous pensons avoir fait avancer les choses *[le projet de force interafricaine]* concrètement avec la Misab ». (**Alain RICHARD**, *ibidem*).

[Quant on sait comment cette Misab, composée en majorité de soudards tchadiens (la milice d'Idriss Déby), a procédé à des ratonnades dans les quartiers où se trouvaient les familles des officiers mutins... on peut « saluer » son « contrôle du terrain ». Quand on sait que la Misab a été épaulée dans cette entreprise par l'artillerie et la logistique française..., on a tout lieu de redouter la reproduction de ces pseudo-forces interafricaines. Il s'agirait en réalité de milices francoafricaines, tenues par la main du grand frère métropolitain, et recrutées pour l'essentiel dans les armées ethniques des dictatures amies (Togo, Tchad).

On n'a aucune envie que l'oncle Sam s'arroge un monopole du soutien aux indispensables forces d'interposition interafricaines. On se réjouirait que la France, à défaut des atouts d'une superpuissance, apporte un plus en promouvant des troupes éduquées aux droits de l'homme et convaincues de la primauté du pouvoir civil sur le militaire. Voilà qui est bien étranger à 37 ans de confraternité d'armes franco-africaine - qui ont produit entre autres les vétérans des guerres d'Indochine et d'Algérie Eyadema ou Bokassa, puis la « génération Mitterrand » des colonels Déby ou Bagosora, formés dans les Écoles de guerre françaises. Il n'y a jamais eu rupture de continuité entre les troupes coloniales et celles qui assurent la présence militaire française en Afrique, ainsi que la formation des armées francophones.

Bref, pour pouvoir vendre un plus de la coopération militaire française, il faudrait une décolonisation des esprits de la Grande Muette. On n'a pas l'impression qu'Alain Richard, applaudissant à tout rompre aux exploits d'une Misab suscitée par le tandem Chirac-Bongo pour casser du mutin centrafricain, en ait la capacité].

« La brigade franco-allemande se rendra pour la première fois en manœuvre au Gabon cet automne ». (**Alain RICHARD**, *ibidem*).

[L'Allemagne a-t-elle vraiment envie de partager les futures avanies de la « retraite d'Afrique » d'une armée française incapable d'anticiper, faute de stratégie politique, sur ses prochaines Bérézina ? Veut-elle vraiment apporter la caution de l'idéal européen au prototype de la corruption francoafricaine - l'émir richissime dont les sujets n'ont pas de quoi se soigner ? Il vient, sans complexe, de revendiquer, à Genève, la détention d'un compte "Kourtas" qui abrita jusqu'à 303 millions de francs suisses (1,2 milliard de FF) (Le Monde, 06/08/1997)].

« Le gouvernement de gauche est soumis à la nécessité de revoir et d'adapter la politique ancienne et traditionnelle de la France *[en Afrique]*. [...] *[La France n'a pas à]* soutenir des régimes exécrables qui ne respectent pas la démocratie ». (**Pierre MAUROY**, ancien Premier ministre de François Mitterrand, lors d'un voyage au Gabon. Cité par *Le Canard enchaîné* du 06/08/1997).

[Il faudra plus qu'une adaptation de la politique traditionnelle... Pierre Mauroy s'est aussi rendu au Mali. Rien ne l'obligeait, comme il l'a fait, d'y bénir les manipulations électorales du président Konaré. Une dérive « exécutable » pour quelqu'un qui fut jadis démocratiquement élu].

« - *La Libre Belgique* : La Belgique serait-elle devenue un havre de quiétude *[pour les génocidaires rwandais]* ?

- Pas exactement. Le havre le plus sûr reste la France. Une personne arrêtée peut être libérée sous les prétextes juridiques les plus invraisemblables ». (**Éric GILLET**, coordonnateur de la Fédération internationale des droits de l'homme pour le Rwanda et le Burundi, interview du 07/08/1997).

« L'Espagne [...] vient de créer un parquet anticorruption, alors qu'il n'existe rien de tel en France. Cette attitude ne tient pas à un parti ou à un autres, qu'il soit ou non au pouvoir. Tous traînent des casseroles et aucun n'a intérêt à le dire ». (**Bernard BERTOSSA**, procureur général de Genève, interview à *L'Express* du 10/07/1997).

[Comme pour confirmer ce propos, on vient d'apprendre que le gigantesque racket des marchés publics de la région Ile-de-France était partagé entre tous les groupes politiques, sauf les Verts et le Front national.

La corruption, ce n'est pas grave estime in petto cette classe politique. Sauf qu'elle discrédite tout gouvernement qui défend le service public et veut agir par la dépense publique ; sauf que, de l'Afrique à la Russie ou à l'Asie, elle engage nos gouvernants dans des engrenages mafieux ; sauf qu'elle ouvre un boulevard au Front national. Halte au feu !

Lionel Jospin, qui n'en est pas un adepte, ne voit-il pas que la cuisine à « casseroles » étouffe la République ? Ne sent-il pas qu'à ne pas la combattre, par la restauration du pouvoir judiciaire, il ruinera très vite son capital politique ? La France ne peut-elle, en la matière, faire aussi bien que ses sœurs latines, l'Espagne et l'Italie ?].

À FLEUR DE PRESSE

Traits d'union Rwanda (Bruxelles), *Impression de voyage et situation politique au Congo-Kinshasa*, 5/08/1997 (Gauthier de VILLIERS) : « Les tendances d'évolution *[au Congo-Kinshasa]* sont inquiétantes et la situation dangereuse. Mais il faut se garder de surestimer la responsabilité des hommes, le rôle de leur choix et de leur volonté. Rien ne sert de dénoncer l'autoritarisme et de moquer le volontarisme du pouvoir. Ces orientations sont le produit nécessaire de l'histoire, des circonstances et des conditions objectives qu'affrontent les responsables. [...] Elles tendent à inspirer la nouvelle idéologie officielle qui semble s'ébaucher ([...] jacobine, populiste et "développementaliste").

Ce qu'il faut chercher à empêcher c'est que l'autoritarisme conduise au despotisme et que le volontarisme nourrisse le démesure

et un activisme aveugle et brutal. Dans une situation complexe et confuse que personne ne maîtrise et ne peut maîtriser, face à des défis dramatiques et à des tâches qui peuvent paraître insurmontables, on peut douter de l'efficacité des politiques occidentales dites de "conditionnalité" [...] ("*Si vous ne respectez pas tel ou tel critère de comportement, vous ne bénéficierez pas de notre aide*").

Tant que la situation du pays restera fluide et mouvante, tant que son évolution demeurera contrastée et incertaine, tant que la société conservera des espaces de liberté et donc la capacité d'exprimer et de défendre ses intérêts et ses aspirations, il me semble qu'il faut adopter l'attitude qui fut celle des organisateurs de la [...] réunion de la société civile [16-20 juin à Kinshasa] : chercher à infléchir les changements en cours en saisissant les opportunités qui s'offrent et en engageant le dialogue avec un pouvoir qui n'est (encore) ni monolithique, ni figé. Mais certes il n'est pas exclu que la situation évolue très vite (se dégrade et se bloque), imposant une réévaluation de cette attitude d'ouverture. Quelle que soit l'évolution, la vigilance critique est bien entendu de rigueur, mais celle-ci ne peut être pertinente que si elle s'accompagne d'un même regard sans complaisance sur la période d'avant l'Alliance, sur le comportement et les orientations de tous les acteurs (internes et externes) de la "transition démocratique" [1990-97] ».

[*Cette suggestion du professeur bruxellois (en conclusion d'un article remarquable) semble avoir inspiré tant l'Union européenne que les États-Unis et nombre de pays africains : quelle qu'elle soit, la sortie du chaos mobutiste sera pleine d'incertitudes et de dangers ; il vaut mieux l'accompagner, dans une direction acceptable, que l'entraver par la dénonciation stérile de l'inévitable - à moins que l'impasse ne soit manifeste. Or, ça bouge, y compris dans les relations Kabila-Tshisekedi (le leader du principal parti zaïrois, l'UDPS). Ce que ne semble pas avoir compris le représentant de l'UDPS en Belgique, François Tshipampa Mpuila, qui délivre dans le même n° de Traits d'union Rwanda un interview fixiste.*]

LIRE

ONU, *Rapport de la mission conjointe chargée d'enquêter sur les allégations de massacres et autres atteintes aux droits de l'homme ayant eu lieu dans l'est du Zaïre [...] depuis septembre 1996*, 30/06/1997, 27 p.

Compte tenu du contexte et des limites de cette mission, menée par le Chilien Roberto Garreton, il s'agit d'un document irréfutable, qui laisse clairement entrevoir les crimes contre l'humanité commis durant la « guerre du Zaïre » (09/1996-05/1997). De tels crimes sont imprescriptibles. Ils pourraient concerner plus de 100 000 civils hutus. Le Secrétaire général de l'ONU, l'Africain Kofi Annan, joue une partie de sa crédibilité dans la poursuite de l'enquête - sous son autorité directe.

Le gouvernement du Congo-Kinshasa y a mis deux conditions (acceptées). L'une - écarter Roberto Garreton, accusé de parti pris - n'était pas défendable : celui-ci, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme au Zaïre, fut parmi les premiers à dénoncer l'épuration ethnique des Tutsis du Kivu. L'autre était indispensable : reprendre l'investigation depuis 1993 (début de cette épuration ethnique), de manière à inclure l'examen des responsabilités dans l'entretien d'un mélange détonant entre les auteurs du génocide de 1994, au Rwanda, et un million de réfugiés civils. Car il y aurait pour le coup partialité à accuser les responsables de l'élimination de 10 à 15% de ces civils sans désigner les concepteurs de l'impunité et du réarmement du noyau dur du génocide de 1994. Il est plus qu'urgent d'engager des procédures internationales contre la prolifération des crimes contre l'humanité. Ce combat n'admet pas les points aveugles.

SURVIE, 57 AVENUE DU MAINE, 75014-PARIS - TEL.: (0)1 43 27 03 25 ; FAX: (0)1 43 20 55 58 - IMPRIME PAR NOS SOINS - COMMISSION PARITAIRE N° 76019 DEPOT LEGAL : SEPTEMBRE 1997 - ISSN 1155-1666 - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE - ABONNEMENT : 80 F (ÉTRANGER : 100 F)